

**CONVENTION
DE DEVERSEMENT ET DE TRAITEMENT
DE DECHETS LIQUIDES
D'ORIGINE ORGANIQUE
A LA STATION D'EPURATION
DE KERAUDREN PAIMPOL**

**SOCIETE Hydro Curage Réseaux 22
(HCR) 22**

SOMMAIRE

Article 1 : Objet de la convention

Article 2 : Obligations générales incombant à Guingamp-Paimpol

Agglomération et l'exploitant

Article 3 : Obligations incombant à la Société

Article 4 : Nature des déchets liquides d'origine organique

Article 5 : Admission des déchets liquides

Article 6 : Contrôle des effluents

Article 7 : Dépassement des limites autorisées

Article 8 : Conditions financières

Article 9 : Facturation

Article 10 : Impossibilité de traitement

Article 11 : Responsabilités

Article 12 : Conditions de résiliation

Article 13 : Date d'effet - Durée

Entre :

Guingamp-Paimpol Agglomération, représentée par Son Président Vincent LE MEAUX et désignée ci-après par la "collectivité",

Et :

SUEZ Eau France, représentée par Christophe ROSSO, Directeur de l'Agence Bretagne, et désignée dans ce qui suit par "l'exploitant »

Et :

La Société Hydro Curage Réseaux 22 (HCR22), représentée par LE ROUX Julie désignée ci-après par la « société ».

PROJET

PREAMBULE

Il est préalablement entendu

Que la station d'épuration de KERAUDREN située sur la commune de Paimpol, d'une capacité de 22 000 équivalents habitants, peut recevoir des déchets liquides d'origine organique (matières de vidange, surnageants de graisses, autres déchets liquides et organiques sous certaines conditions) et qu'elle est équipée d'une fosse de réception de ces déchets liquides et d'un prétraitement adapté,

Que Guingamp-Paimpol Agglomération réserve à cette unité de dépotage une capacité de traitement dans la limite de :

140 m³/semaine et pour l'ensemble des vidangeurs conventionnés

Que la Société rejette dans les installations de la station d'épuration de KERAUDREN et ce dans des limites de concentration définies ci-après des déchets liquides d'origine organique, représentant une charge de pollution importante non compatible avec un rejet direct dans le milieu naturel,

Que l'entretien et le bon fonctionnement de la station d'épuration sont assurés par l'Exploitant sous la forme d'un marché de prestations de service notifié le 29 novembre 2023.

Ce contrat a pris effet au 1er janvier 2024 pour une durée de 6 ans, soit une échéance fixée au 31 décembre 2029.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention fixe les conditions techniques, administratives et financières du dépotage et du traitement biologique des déchets liquides d'origine organique acheminés par la Société sur la station d'épuration de KERAUDREN située à Paimpol de Guingamp-Paimpol Agglomération.

Cette convention fixe notamment les caractéristiques quantitatives et qualitatives des apports de l'établissement compatibles avec les conditions normales de traitement des effluents et d'évacuation des boues, sous-produits et déchets, conformément à la réglementation en vigueur, sans préjudice des autres dispositions légales ou réglementaires applicables à la Société.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS GENERALES INCOMBANT A GUINGAMP PAIMPOL AGGLOMERATION ET A L'EXPLOITANT

Guingamp-Paimpol Agglomération est le maître d'ouvrage propriétaire des installations publiques de collecte et de traitement des effluents.

L'entretien et le bon fonctionnement des ouvrages de collecte et de traitement de Guingamp-Paimpol Agglomération sont assurés par l'Exploitant à qui Guingamp-Paimpol Agglomération a confié la gestion de son service d'assainissement par marché de prestations de services notifié le 29 novembre 2023.

L'Exploitant est chargé, dans le cadre de son contrat avec Guingamp-Paimpol Agglomération, de faire fonctionner la station d'épuration et les ouvrages annexes dans les meilleures conditions possibles et en conformité avec les normes et réglementation en vigueur, dans la limite de la capacité des ouvrages mis à sa disposition.

Il doit mettre en place les moyens et le personnel nécessaires pour assurer l'exploitation et l'entretien des ouvrages.

Il a la charge de l'évacuation des boues, sous-produits et déchets du traitement de la station conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et des conditions particulières.

La Collectivité s'engage à fournir à l'entreprise un ou plusieurs dispositifs d'accès (badge) dédié(s) à un ou des véhicules clairement identifiés.

En cas de perte ou de dégradation, des dispositifs d'accès (télécommande, badge), la somme de 100 € sera perçue auprès de l'entreprise.

La Collectivité se réserve le droit de retirer les autorisations aux entreprises qui ne respecteraient pas les modalités de la présente convention.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS INCOMBANT A LA SOCIETE

Sauf en cas de faute ou de négligence de Guingamp-Paimpol Agglomération, de l'Exploitant ou de leurs mandataires, la Société est responsable des dommages aux personnes, aux biens ou à l'environnement provoqués, directement ou indirectement, par les substances qu'elle a introduites dans les ouvrages de Guingamp-Paimpol Agglomération, même si elle a respecté toutes les conditions de la présente convention.

Dans le cas où la responsabilité de Guingamp-Paimpol Agglomération ou de l'Exploitant serait recherchée par suite de rejet dans l'environnement de substances illicites (métaux, hydrocarbures, etc.), la Société s'engage à fournir, à la première requête sous 24 heures maximum, toutes les informations concernant ses effluents pendant la période correspondant au rejet incriminé, et à se substituer à Guingamp-Paimpol Agglomération dans toutes les actions civiles ou pénales s'il est établi que ces effluents sont à l'origine des dommages.

ARTICLE 4 - NATURE DES DECHETS LIQUIDES D'ORIGINE ORGANIQUE

4-1. Origine

Les déchets Liquides acceptés dans la fosse de réception de la station d'épuration proviendront :

- Des fosses septiques et des fosses étanches recevant uniquement des eaux vannes et des eaux ménagères domestiques ou assimilées domestiques.
- Des surnageants de fosses de stockage de graisse à l'exclusion des graisses concentrées,
- De toute autre origine organique dont la composition sera définie avant éventuelle réception dans la station d'épuration.

Sont exclus, tous les autres résidus tels que les matières de curage de réseaux, les graisses concentrées, les hydrocarbures, les boues des stations d'épuration, les lixiviats de décharge, les résidus liquides industriels ne pouvant être acceptés par la station d'épuration car renfermant des substances toxiques nuisibles au bon fonctionnement de celle-ci.

4-2. Caractéristiques et limites d'admission

La Société ne devra pas déverser de déchets liquides d'origine organique dépassant des valeurs suivantes :

DCO (demande chimique en oxygène) < 20 g/l

pH (potentiel hydrogène) compris entre 5.5 et 8.5

T° (température) < 30 °C

Cyanures oxydables par le chlore <1 mg/l

Chrome hexavalent <1 mg/l

Cadmium <1 mg/l

Métaux lourds (Zinc+Cadmium+Fer+Al+Nickel+Sn) < 15 mg/l

Fluorures < 15 mg/l

Elles ne doivent pas présenter une concentration en radioéléments dépassant celle concernant la protection contre les rayonnements ionisants.

D'autre part, ta Société s'engage à ne pas dépoter sur la station d'épuration des matières susceptibles :

- De porter atteinte à la sécurité et à la santé des agents d'exploitation ou des tiers,
- De porter atteinte au bon fonctionnement et à la bonne conservation des installations de collecte et de traitement ou autres biens,
- De porter atteinte à la qualité du rejet de ta station d'épuration et au milieu naturel, selon les normes en vigueur,
- D'amener une gêne visuelle ou olfactive,
- De perturber le traitement et l'évacuation des boues, déchets et sous-produits provenant de l'épuration des eaux,
- D'une manière générale, les déchets liquides d'origine organique ne devront pas contenir de matières toxiques, de métaux lourds, d'hydrocarbures.

Ils devront également être exempts de tous produits corrosifs, d'acides, de matières inflammables, de composés cycliques hydroxydés, de tous produits pouvant dégager des odeurs toxiques et de tous corps, solides ou non, susceptibles de nuire soit au personnel, soit au bon fonctionnement de la station d'épuration.

4-3. Volumes acceptables

Guingamp-Paimpol Agglomération et l'Exploitant se réservent le droit de modifier, sous préavis d'un mois, les quantités de déchets liquides acceptables sur la station, compte tenu notamment de l'évolution, de la charge polluante reçue par la station, des normes de rejets futures susceptibles d'être appliquées et du devenir du plan d'épandage.

La présente autorisation de rejet vaut pour un maximum de : **140 m³/semaine**

Nonobstant, la présente convention étant fondée sur le principe de l'égal accès des entreprises à un équipement public, les charges mentionnées ont une valeur limite qui peut être mise en cause de façon unilatérale par Guingamp-Paimpol Agglomération pour répondre à ce principe, à condition d'en aviser la société deux mois à l'avance, la société ne pourra prétendre à aucune indemnisation quelconque.

4-4. Accès au site et conditions de dépotage

L'accès au site de traitement se fera par l'intermédiaire d'installations automatiques. L'Entreprise disposera à cet effet d'un dispositif permettant l'accès au site (télécommande). Ce dispositif autorise l'ouverture du portail et l'accès au site.

Les camions stationnent sur l'aire de dépotage aménagée (Annexe 2: Plan de circulation).

Un voyant vert indique la disponibilité de l'unité de dépotage. L'autorisation de dépotage est délivrée à l'aide d'un dispositif personnalisé (badge magnétique) confié à l'entreprise. Un dispositif automatique commande la fermeture de la vanne d'admission :

- Sur seuil de remplissage de la bêche
- Sur défaut du dispositif de dégrillage (notamment si le débit de dépotage est trop important)
- Sur détection de la fin de la livraison

En cas de perte ou vol du dispositif d'accès, L'entreprise s'engage à prévenir la Collectivité et l'Exploitant, dans les meilleurs délais et pas écrit (fax; email, etc.), afin de permettre l'interdiction du dit badge.

Annexe 3 : Procédure de dépotage uniquement au niveau des ouvrages dédiés

Les opérations de dépotage se font sous la responsabilité de l'Entreprise et ont lieu sur les ouvrages dédiés à la réception des sous-produits acceptés et uniquement ces derniers (cf. article 4 et 5).

L'aire de stationnement doit être libérée en parfait état de propreté, la dalle de dépotage et le regard sont nettoyés après chaque dépotage par les moyens propres de l'Entreprise. Une lance de nettoyage alimentée en eau « non potable » est à disposition de l'entreprise.

Après son départ l'Entreprise à l'obligation de refermer le portail.

L'installation est sous télé et vidéo surveillance, cela signifie :

- Le fonctionnement de l'installation est visible en temps réel et archivé sur la station. L'installation est équipée d'un dispositif d'anti-intrusion sur toutes les trappes, capots et trappes de l'installation.
- L'installation est sous vidéo surveillance en continu avec un archivage sur la station.

L'exploitant se réserve le droit de visionner ces moyens de surveillance en cas de non-respect de la présente convention et ainsi identifier et sanctionner le responsable.

ARTICLE 5 - ADMISSION DES DECHETS LIQUIDES

Les déchets liquides d'origine organique dépotés à la station d'épuration de KERAUDREN répondront aux caractéristiques de l'article 4-2 de la présente convention

A chaque dépotage, seront enregistrés :

- Le nom de la Société,
- L'identification du véhicule (immatriculation),
- Le jour et l'heure du dépotage,
- Le volume dépoté.

Il sera déposé à la station d'épuration un bon de livraison indiquant :

- La date de dépotage,
- L'identification du camion,
- La provenance et la nature de l'effluent dépoté.

L'Exploitant pourra assister au dépotage et effectuer un prélèvement en vérifications in situ telles que pH, T°, etc.

Dans le cas de réception de déchets liquides autres que des matières de vidange ou des surnageants de graisses, type effluent industriel d'origine organique, l'admission du produit ne pourra avoir lieu qu'après accord avec l'Exploitant et analyse réalisée avant la réception du produit.

La DCO sera le paramètre mesuré qui permettra d'accepter la réception maximale des déchets.

Le site de traitement sera accessible à l'Entreprise durant les périodes mentionnées en annexe 1. Toute modification des périodes d'accès sera notifiée par l'Exploitant à l'Entreprise au moins quinze jours avant la date d'effet.

ARTICLE 6 - CONTROLE DES EFFLUENTS

En plus des analyses effectuées in situ, l'Exploitant pourra conserver à 4°C, pendant quelques jours, l'échantillon prélevé en vue d'effectuer les analyses nécessaires au cas où la station d'épuration subirait des dommages suite au dépotage d'un camion.

Au cas où l'analyse confirmerait la présence de toxiques ou autres éléments susceptibles de nuire au bon fonctionnement de la station d'épuration, la Société sera mise en demeure de remédier à cette situation et des contrôles inopinés seront effectués par la suite et soumis à analyses, aux frais de la Société.

Si l'un des paramètres décrit à l'article 4-2 est à nouveau hors normes, il pourra être mis fin à la présente convention de manière immédiate sans préavis.

De plus, le coût de l'analyse supplémentaire sera intégralement supporté par la Société et fera l'objet d'une facturation indépendante. Ces analyses reprendront les paramètres habituels et la recherche de tous les métaux lourds ainsi que certains composés comme les hydrocarbures (ou les composés aromatiques).

ARTICLE 7 - DEPASSEMENT DES LIMITES AUTORISEES

Aucun dépassement ne sera admis, ainsi si les mesures et analyses effectuées par l'Exploitant ou Guingamp-Paimpol Agglomération montraient que les valeurs limites définies aux articles 4-2. et 4-3 étaient dépassées, Guingamp-Paimpol Agglomération mettra fin immédiatement à la présente convention dans les conditions définies à l'article 12.

ARTICLE 8 – CONDITIONS FINANCIERES

Le tarif est fixé par délibération du conseil communautaire. A titre d'information, au 1^{er} janvier 2026, le tarif est fixé à 33,5 € HT/m³ dépoté soit 40,20 € TTC (TVA à 20%)

ARTICLE 9 – FACTURATION

La Collectivité, ou son prestataire de facturation, émettra une facture semestrielle à terme échu. Une annexe à la facture précisera le détail des éléments de facturation par quantité déversée et par type de déchets liquides. Ces informations seront transmises par l'exploitant par voie dématérialisée.

Le volume de facturation sera celui obtenu par les différences d'index du débitmètre installé au point de dépotage ou en cas de défaillance par celui calculé avec les bordereaux de dépotage.

Le versement devra intervenir dans les 15 jours suivant l'émission de la facture via son prestataire de facturation, à savoir la société SAUR.

ARTICLE 10 – IMPOSSIBILITE DE TRAITEMENT

Au cas où la station serait dans l'impossibilité pour des raisons techniques, climatologiques ou administratives, de recevoir des déchets liquides, la Société sera prévenue dans les meilleurs délais, par tous moyens efficaces à mettre en œuvre entre la Société et l'Exploitant et la Collectivité.

Article 11 : RESPONSABILITES

La Société justifiera à la signature de la présente convention, puis chaque année, de la couverture de ses responsabilités par une police d'assurance adaptée dont elle remettra copie à l'exploitant et à Guingamp-Paimpol Agglomération. La société devra justifier également chaque année de son agrément délivré par la préfecture.

Article 12 : CONDITIONS DE RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée de plein droit et à tout moment, moyennant un préavis de deux mois adressés par lettre recommandée avec accusé de réception :

- A l'initiative de la Collectivité, dans le cas où elle ne serait plus en mesure d'assurer l'accueil des matières de vidange,
- A l'initiative de la Collectivité dans le cas de non-paiement des factures,
- A l'initiative de la Collectivité en cas de non-respect de la convention,
- A l'initiative de la Société en cas de cession de son activité de transporteur de sous-produits liquides de l'assainissement,

Si la Société fait l'objet d'une suspension de son agrément préfectoral, la présente convention est suspendue de fait pour une durée équivalente et les apports de matières ne pourront avoir lieu durant cette période.

L'interruption, la suspension ou l'arrêt de l'admission des matières de vidange par la Collectivité, ou l'arrêt des apports par la Société, ne donnera en aucun cas, droit à quelque indemnité que ce soit pour l'une ou l'autre des parties.

En cas de litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, il est convenu que les parties s'engagent à se rencontrer.

Si le litige persiste, il sera porté devant le tribunal administratif de Rennes.

Article 13 : DATE D'EFFET – DUREE

La présente convention prendra effet dès que l'unité de dépotage de la station d'épuration de Paimpol/Keraudren sera remise en service (notification à la société par voie électronique) pour une échéance au 30 Juin 2030.

Fait à GUINGAMP, le xx/xx/2026.

En 3 exemplaires originaux

Pour la collectivité,
Guingamp-Paimpol Agglomération
Le Président,
Vincent LE MEAUX

Pour l'exploitant,
SUEZ Eau France

Benjamin PROUST

Pour la Société, vHydro Curage Réseaux 22
LE ROUX Julie,

Annexe 1 : Accessibilité de l'installation :

L'installation est accessible 24h/24 ainsi que 7j/7.

Cependant un technicien peut être présent sur l'installation aux horaires suivantes :

<i>Jour</i>	<i>Matin</i>	<i>Après</i>
Lundi	8h – 12h	13h – 17h
Mardi	8h – 12h	13h – 17h
Mercredi	8h – 12h	13h – 17h
Jeudi	8h – 12h	13h – 17h
Vendredi	8h – 12h	13h – 17h
Samedi	Non	Non
Dimanche	Non	Non

Hors des horaires de travail de l'exploitant une astreinte est assurée 24h/24 et 7j/7.

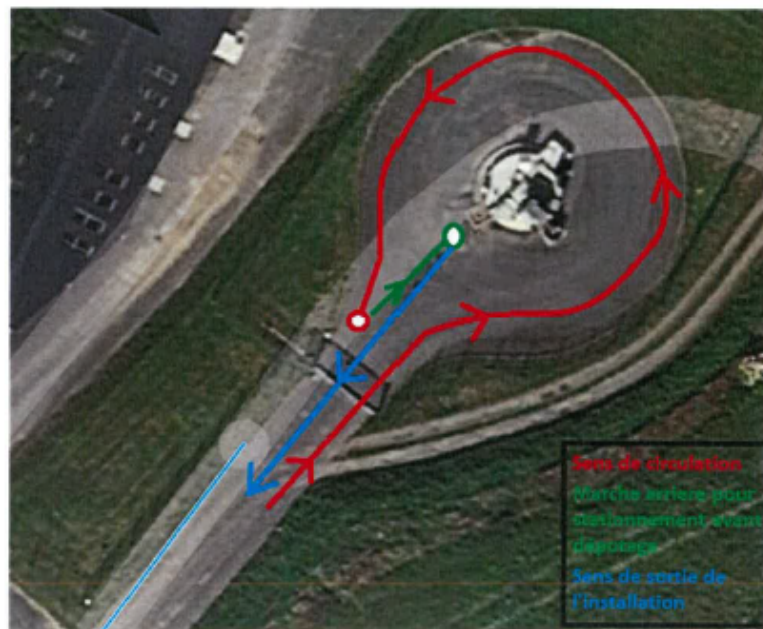
PRR

Annexe 2 : Plan de circulation :

Portail automatique d'accès à l'installation de dépotage :



Vue aérienne de l'installation :



Annexe 3 : Procédure de dépotage :

Raccorder le camion à l'installation :

Un capteur détecte la présence du tuyau
Le tamiseur se met en route au bout de 10s

Badger :

Badger (chaque badge est attiré)
Un ticket sera ensuite édité pour confirmer que le dépotage est possible
Ouverture de la vanne (voyant sur la vanne en rouge)

Commencer le dépotage :

Attention ne pas dépasser 50m³/h, au-delà la vanne se ferme
Le voyant de la vanne devient vert et un voyant rouge s'allume
Si c'est le cas, attendre quelques secondes qu'elle s'ouvre de nouveau
Et si elle ne se rouvre pas, badger à nouveau

Une fois le dépotage terminé :

Enlever le tuyau et nettoyer l'aire de dépotage
Le tamiseur continue à tourner quelques minutes

Impression du ticket :

Le ticket sera imprimé une fois le tamiseur arrêté
Remplir le BSD et le mettre dans la boîte aux lettres prévue à cet effet



PRR